



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Natura 2000 Réseau hydrographique du Midou et du Ludon (OC_ARMI) »

Campagne 2023

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Réseau hydrographique du Midou et du Ludon » au titre de la campagne PAC 2023. Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

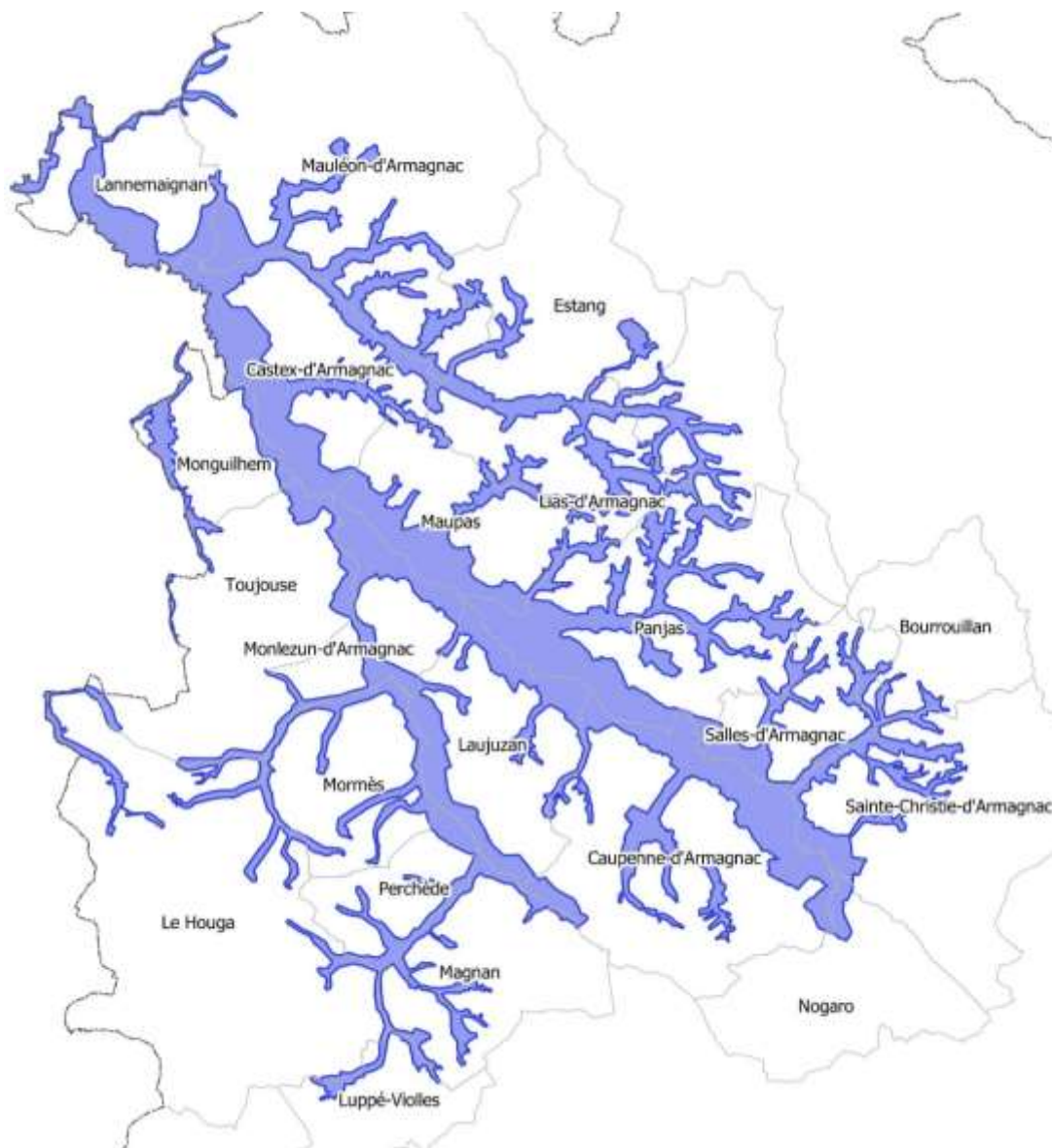
Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « RESEAU HYDROGRAPHIQUE DU MIDOU ET DU LUDON » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du territoire correspond au site Natura 2000 FR7200806 « Réseau hydrographique du Midou et du Ludon » sur la partie gersoise.

Le PAEC cible les habitats naturels d'intérêt communautaire et les habitats d'espèces d'intérêt



communautaire.

Les communes en partie concernées par le territoire sont les suivantes : BOURROUILLAN, CASTEX D'ARMAGNAC, CAUPENNE-D'ARMAGNAC, ESTANG, LANNEMAIGNAN, LAUJUZAN, LE HOUGA, LIAS-D'ARMAGNAC, LUPPE-VIOLLES, MAGNAN, MAULEON-D'ARMAGNAC, MAUPAS, MONGUILHEM, MONLEZUN-D'ARMAGNAC, MORMES, NOGARO, PANJAS, PERCHEDE, SAINTE-CHRISTIE-D'ARMAGNAC, SALLES-D'ARMAGNAC, TOUJOUSE.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'agriculture gersoise connaît d'importantes évolutions : forte déprise de l'élevage d'une part et spécialisation et intensification des pratiques de culture d'autre part, conduisant à une simplification du paysage. Les milieux herbagers sont particulièrement menacés par la mise en culture (retournement), l'abandon (fermeture) ou encore des pratiques de gestion inadaptées (sur/sous-pâturage, fauche précoce, broyage, etc.). Ceci entraîne la dégradation voire la disparition de nombreux habitats d'intérêt communautaire et/ou des habitats d'espèces d'intérêt communautaire. Dans les zones de grandes cultures, l'intensification des pratiques entraîne des phénomènes d'érosion des sols, de perte de la biodiversité ou encore de dégradation de la qualité des eaux. Cette intensification entraîne également la dégradation des infrastructures agroécologiques (réseau bocager, des haies, des ripisylves, des mares, etc.), entretenues de manière inadaptées ou détruites.

Le territoire est dominé par les grandes cultures et notamment le maïs qui occupent plus de 60% de la SAU. Malgré la forte diminution de l'élevage sur ce secteur, un petit quart des surfaces sont encore liées aux activités d'élevage (surfaces en herbe ou cultures destinées à l'élevage). Il est à noter que plus de 10% de la SAU du territoire est en jachère (parcelles SIE pour le verdissement de la PAC, rotation parcellaire).

Les objectifs du territoire sont la création et la préservation des habitats naturels et des **espèces d'intérêt communautaire**.

Les enjeux liés aux PNA Papillons de jour (notamment Damier de la succise, Azuré du serpolet, ...), PNA Odonates (Agrion de Mercure), Zones humides et Tourterelles des bois seront également pris en compte quand ils seront cumulables et favorables aux enjeux Natura 2000.

Date de fauche habituelle du territoire

La date de fauche habituelle du territoire est définie en fonction de la pratique de référence du territoire qui consiste en une fauche complète dès maturité des foin, sans prise en compte des cycles de reproduction de la faune et de la flore.

Cette date est précisée dans le diagnostic agroenvironnemental du territoire.

Pour les mesures « ESP » (protection des espèces), le cahier des charges prévoit un nombre de jours de retard d'utilisation qui est calculé par rapport à cette date de fauche habituelle.

Pour le territoire « Natura 2000 Réseau hydrographique du Midou et du Ludon » la date de **fauche habituelle retenue par l'opérateur est :**

- le 01/05

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Les mesures proposées sont des mesures localisées qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ ou habitat visé	Enjeu environnemental visé ²	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Prairies permanentes	BIODIVERSITÉ : Natura 2000	OC_ARMI_MH U1	Localisée	Préservation des milieux humides	150,00 €/ha	80 % FEADER 20 % Etat
		OC_ARMI_MH U2	Localisée	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage	201,00 €/ha	
		OC_ARMI_MH U3	Localisée	Préservation des milieux humides - Gestion des espèces exotiques envahissantes	267,00 €/ha	
		OC_ARMI_PR A1	Localisée	Maintien de la diversité floristique des surfaces herbagères et pastorales (localisée)	51,00 €/ha	
		OC_ARMI_PR A3	Localisée	Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage	72,00 €/ha	
		OC_ARMI_OU V1	Localisée	Maintien de l'ouverture des milieux	153,00 €/ha	
		OC_ARMI_OU V2	Localisée	Maintien de l'ouverture des milieux - amélioration de la gestion par le pâturage	204,00 €/ha	

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé ²	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Prairies temporaires		OC_ARMI_CPRA	Localisée	Création de prairies	358,00 €/ha	
Prairies permanentes ou temporaires		OC_ARMI_ESP1	Localisée	Protection des espèces 1 : mise en défens de 10 % des prairies engagées	82,00 €/ha	
		OC_ARMI_ESP2	Localisée	Protection des espèces 2 : retard d'utilisation des prairies de 25 jours en moyenne	145,00 €/ha	
		OC_ARMI_ESP3	Localisée	Protection des espèces 3 : retard d'utilisation des prairies de 35 jours en moyenne	200,00 €/ha	
		OC_ARMI_ESP4	Localisée	Protection des espèces 3 : retard d'utilisation des prairies de 45 jours en moyenne	254,00 €/ha	
Terres arables		OC_ARMI_CIFF	Localisée	Création de couverts d'intérêt faunistique & floristique favorables aux espèces	652,00 €/ha	
Éléments ligneux		OC_ARMI_IAE1	Localisée	Entretien durable des ligneux	800 €/ha	
Mares		OC_ARMI_IAE2	Localisée	Entretien durable des mares	62,00 €/mare	
Fossés		OC_ARMI_IAE3	Localisée	Entretien durable des fossés	1,60 €/ml	

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Natura 2000 Réseau hydrographique du Midou et du Ludon ».

Pour les mesures « ESP », l'obligation du cahier des charges (cf. Notice de mesure) relative au retard d'utilisation (fauche et pâturage) s'applique en référence à la date de fauche habituelle précisée dans la présente notice (cf. § 2 Résumé du diagnostic agroenvironnemental du territoire)

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole **d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel** (tous financeurs confondus) de **7 500 € par bénéficiaire**.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et aux engagements en agriculture biologique en 2023 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-soutenus-par-a7851.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour le territoire « Natura 2000 Réseau hydrographique du Midou et du Ludon », les dossiers seront priorisés selon les critères suivants :

- Critères de priorité
 - priorité 1 : renouvellement des parcelles déjà sous contrat

- priorité 2 : nouvelles parcelles engagées
- Critères de classement : par ordre décroissant pour chaque priorité
 - Critère 1 : surface totale engagée en habitats naturels selon la liste de gestion régionale
 - Critère 2 : surface totale engagée en habitats d'espèces selon la liste de gestion régionale
 - Critère 3 : surface totale engagée en habitats naturels et/ou habitats d'espèce hors liste régionale
 - Critère 4 : surface totale engagée en habitats pour les espèces PNA/PRA

En cas d'égalité pour le critère de classement 1, il sera ensuite examiné le critère 2 et ainsi de suite jusqu'au critère 4 pour hiérarchiser les demandes.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2023, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2023 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures :

- OC_ARMI_MHU1
- OC_ARMI_MHU2
- OC_ARMI_MHU3
- OC_ARMI_PRA3
- OC_ARMI_OUV2

Vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

ADASEA du Gers : 05 62 61 79 50, a032@adasea.net

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>